



Réponse du Parti vert européen à la crise du COVID-19

Il est rare qu'une crise d'une telle ampleur touche autant de personnes en si peu de temps à travers le monde. C'est un défi sans précédent pour nos sociétés et l'humanité doit y faire face collectivement. Ce ne sont pas le nationalisme et l'égoïsme qui peuvent nous permettre de sortir de cette crise plus forts et plus sages, mais la solidarité et une coopération ambitieuse. Nous ne devons abandonner personne et faire face, ensemble, avec générosité.

Nous, écologistes européen·nes, restons uni·es pour prendre notre part dans la réponse à la pandémie. Ensemble,

- Nous exprimons notre plus profonde sympathie à toutes celles et tous ceux qui ont été infecté·es par le virus et qui se battent pour leur vie, ainsi qu'à leurs familles et leurs ami·es. Nous partageons le deuil de celles et ceux qui ont perdu des êtres chers à cause de cette maladie.
- Nous assurons celles et ceux qui risquent leur vie pour prendre soin des personnes touchées par le virus de notre solidarité et de notre profonde reconnaissance. Leur contribution à notre société ne doit pas être sous-estimée. Elle ne devra pas être oubliée. Elle ne le sera pas. De même, nous ne pourrons jamais remercier assez toutes celles et tous ceux qui travaillent afin de maintenir les services essentiels, prenant chaque jour des risques pour leur propre santé.
- Nous saluons les initiatives et les solutions créatives mises en place par les citoyen·nes et la société civile qui, à travers l'Europe, aident nos sociétés à faire face à cette nouvelle réalité quotidienne. Nous apprécions également profondément le rôle joué par les collectivités locales et les administrations qui sont en première ligne pour gérer la crise sur le terrain.
- Nous saluons les manifestations de solidarité entre les pays et les régions dont nous avons été les témoins. Cependant, nous regrettons vivement le manque de solidarité entre les États membres de l'UE pendant cette crise, en particulier envers l'Italie, dont les demandes de matériel médical sont restées lettres mortes, et envers l'Espagne, qui est également très affectée par la situation actuelle. Nous demandons à tous les États membres ainsi qu'aux institutions de l'UE de se coordonner avec tous les autres États européens pour garantir l'organisation de la production et de l'utilisation du matériel médical de manière stratégique et efficace, le partage des connaissances et des expertises, le soutien à l'économie ainsi que le maintien de la libre circulation des marchandises afin de limiter les risques de pénurie de biens de première nécessité.
- Le secteur privé a donné d'excellents exemples de la capacité des entreprises à réagir à la crise avec créativité. Mais, là encore, nous pouvons noter des tentatives d'en tirer des avantages, surfant sur les craintes légitimes de la population. En particulier, nous sommes fermement opposé·es à la collecte massive de données personnelles, qu'elle soit réalisée par des organismes publics ou privés.

- Nous reconnaissons que les gouvernements de l'UE agissent d'ores et déjà, en toute bonne foi, pour trouver le meilleur moyen pour sortir de la crise sanitaire et de ses conséquences sociales et économiques. Partout où les écologistes sont au gouvernement ou dans l'opposition, nous faisons notre maximum pour contribuer à l'objectif commun.
- Nous sommes néanmoins extrêmement préoccupé-es par les actions unilatérales de certains gouvernements de l'UE, en particulier en ce qui concerne les mesures d'urgence. Toute restriction des droits fondamentaux et des droits humains doit être limitée dans le temps et, en tout état de cause, elle doit être efficace sans être disproportionnée. Nous nous inquiétons de voir que certains États essaient de profiter politiquement de la pandémie. Cette crise ne doit pas être utilisée comme prétexte pour s'affranchir des contre-pouvoirs démocratiques ni des droits sociaux et du travail. Les gouvernements doivent rendre des comptes et les pouvoirs d'exception doivent être appliqués de bonne foi.
- Nous saluons les engagements pris au niveau européen par la Commission et la BCE pour faire « tout ce qu'il faudra » pour atténuer les conséquences économiques et sociales de cette crise, en particulier par la suspension du Pacte de stabilité et de croissance et du Plan d'assouplissement quantitatif de la BCE, mais nous pensons qu'il faut aller plus loin. Nous demandons, notamment, une aide financière sans aucune condition pour les États membres les plus touchés, sous forme de subventions et de prêts à faibles taux d'intérêts. Les gouvernements et les institutions de l'UE doivent travailler ensemble rapidement pour émettre des Eurobonds afin d'aider à lever les fonds nécessaires pour financer des politiques de santé et de relance.
- Nous demandons également instamment aux États membres et à l'UE de se coordonner afin de prévoir des mesures fortes pour éviter des pertes d'emplois massives et pour stabiliser les revenus des travailleuses et des travailleurs touché-es par la crise, en particulier les plus vulnérables. Immédiatement après la crise, nous aurons besoin d'un programme d'investissements, principalement à destination des petites et moyennes entreprises et des travailleuses et travailleurs indépendant-es, qui devra contribuer à orienter notre économie vers une transition écologique et sociale.
- Nous reconnaissons la dimension mondiale de cette crise et la solidarité dont ont déjà fait preuve des pays non-européens en offrant leur aide à des pays européens. De la même manière, la solidarité de l'UE ne doit pas s'arrêter à ses frontières et l'UE doit apporter l'aide humanitaire nécessaire et les meilleures ressources médicales possibles, en particulier aux pays du Sud. L'UE doit favoriser une collaboration maximale avec l'OMS et les autres institutions internationales pour développer une réponse médicale efficace (coopération dans la recherche sur les vaccins, etc.) et pour partager ces recherches.

Pour faire face à la crise, nous pensons que notre boussole doit être orientée par les objectifs suivants :

- 1.** Nous devons nous assurer collectivement que personne n'est oublié, en particulier celles et ceux qui sont les plus vulnérables et en marge de nos sociétés. Notre gestion de la crise ne doit en aucune façon accentuer les injustices et les exclusions. Nous pensons, en particulier, que la gestion de cette crise ne doit pas empêcher l'UE et ses États membres, ainsi que les autres pays européens, d'agir sans délai et en responsabilité pour remédier à la situation dans les camps de réfugié-es sur les îles grecques, situation qui ne fait qu'empirer. Les camps de réfugié-es sur ces îles doivent être évacués pour permettre un accès sûr à la santé, la mise en place de quarantaines et de toute autre mesure nécessaire pour lutter contre le coronavirus.
- 2.** Pour que la réponse à cette crise soit effective, efficace et durable, notre action doit être collective. Protéger des vies demande de laisser derrière nous nos petits intérêts nationaux et économiques. À cet égard, si nous saluons les efforts de coordination faits, jusqu'ici, par les institutions européennes, elles doivent, à partir de maintenant, jouer un rôle moteur.



3. Trouver des réponses à la crise nous demande d'agir et de penser sans idées préconçues, notamment pour ce qui concerne les politiques macroéconomiques. Les institutions, les lois, les règles et les procédures doivent être là pour servir la vie, et pas le contraire.

4. La pierre angulaire de nos « États providences » doit être un système de santé public, gratuit et bien financé. L'UE doit faire en sorte de renforcer la coopération entre ces systèmes de santé et de développer des mécanismes pour les soutenir davantage. Nous voulons que cette crise soit l'occasion de développer l'intégration européenne, pour une Europe plus forte, plus verte et plus sociale.

Ne nous y trompons pas : la façon dont nous allons gérer cette crise et notre capacité à nous coordonner et à nous entraider peut soit nuire au projet européen et à nos démocraties tels que nous les connaissons soit, au contraire, les renforcer.

Nous sommes convaincu·es qu'une fois cette crise surmontée, nous ne pourrions plus continuer comme avant, mais cela ne doit pas être l'occasion de mettre en place des politiques austéritaires comme cela a été fait après la crise financière mondiale. Comme le dérèglement climatique, qui restera un défi urgent et existentiel, cette pandémie remet profondément en question la façon dont nos sociétés sont organisées, la façon dont nous vivons sur cette planète et une multitude de politiques actuellement en place. Plus que jamais, nous avons besoin d'une nouvelle boussole. Dans cette perspective, la crise du COVID-19 renforce la nécessité absolue de mettre en place des initiatives innovantes comme un « Green deal » européen ambitieux et un réinvestissement massif dans des services publics de qualité, dans le secteur de la santé en particulier. Alors seulement, cette crise donnera naissance à des sociétés plus justes, plus soutenables et plus démocratiques.

